



« Exclusion » de la CGT des réunions de négociation

Avec les dernières élections, la CGT est arrivée en tête des 1^{er} et 2^e collèges. Nous n'avons pas eu de candidat dans le 3^e collège. Ce dernier étant de plus en plus majoritaire, et malgré ce bon résultat, nous ne sommes plus pour eux « un syndicat représentatif » (avec moins de 10%). On ne peut donc plus signer un accord, mais comme on ne signe jamais les accords...

La direction a décidé de ce fait que la CGT n'assiste plus aux réunions de négociation. Et envisage de nous en exclure pour les 4 années à venir. C'est déjà arrivé plusieurs fois qu'un syndicat ne soit pas « représentatif ». Mais jamais, il avait été exclu des réunions de négociation. **Est-ce démocratique, vu nos résultats ?** La direction prétend en même temps qu'elle est attachée à un dialogue social ouvert et constructif avec la CGT. **Est-ce de l'ironie ou du mépris ?**

Ce que cela change pour nous ? **Pas grand-chose, car nous ne croyons pas à la négociation entre les syndicats et la direction** : sans la pression des salariés en lutte, il n'en sort que ce que veut en fin de compte le patron. Cela nous permettait d'être vos yeux et vos oreilles dans ces réunions : nous aurons donc les informations avec un temps de retard, en même temps que vous tous en fin de compte.

Est-ce important ? Nous ne le pensons pas. Nous passerons moins de temps en réunion avec la direction, cela nous permettra de passer plus de temps avec vous à discuter de nos problèmes de tous les jours, des futurs mauvais coups de la direction et de nos futures luttes.

Et le plus important, c'est qu'on sera toujours là pour vous soutenir individuellement et collectivement dans vos luttes.



R&D 2027 encore un plan de suppression de postes

Le plan FRED (plan de réduction d'effectif dans la R&D qui a commencé en 2024) n'est pas encore terminé que le suivant pointe déjà le bout de son nez. On sera toujours trop nombreux pour les actionnaires.

Un tract de la CGT en 2024 sur le plan ACCELERATE et FRED l'avait déjà prévu :

« ... Sans contestation des travailleurs, ces attaques ne cesseront jamais. **Ce sera plan sur plan, fermeture de service ou de site... » C'est confirmé.**

Pour l'instant, la direction annonce 52 suppressions d'emplois chez nous et 24 chez ADSF qui sont aussi nos collègues, ils subissent les mêmes plans que nous.

La direction appelle cela un plan de départ volontaire. Mais alors qu'aucun accord n'est sur la table, déjà des collègues entendent « **Il faut que tu te trouves un autre travail, ton poste est supprimé.** »

Vu les bons résultats de l'entreprise : **un EBIT à 58 millions d'€**. Aumovio ne peut pas faire de PSE. Alors elle propose un accord de « départs volontaires » mais sous pression qu'elle va essayer de faire signer sous la menace que cela pourrait être pire.

Il n'y a plus les anciens, proches de la retraite, ils sont tous déjà partis avec le dernier plan d'après la DRH. Ceux qui vont devoir partir seront ou poussés dehors ou dégoutés de l'entreprise.

Et le résultat sera encore pour ceux qui resteront une aggravation **du** sous-effectif, une pression toujours plus haute pour maintenir les bénéfices voir les augmenter.

A Rambouillet, l'effectif devient de plus en plus critique. Ils sont actuellement moins de 230. Ce plan risque de les faire descendre de 10%. **L'existence même du site pourrait être mis en question.**

Encore une fois, les travailleurs et leurs conditions de travail vont être sacrifiés sur l'autel des profits, pendant que les milliards s'accumulent.

Sans réaction de notre part, ce sera plan sur plan, service par service, site par site. Il faut stopper l'hémorragie en disant aux patrons :

Non aux départs de nos collègues et aux suppressions de postes !